

NOUVELLE ÉTUDE DE L'INSTITUT DU QUÉBEC

INTÉGRER LE PRIX DES DOMMAGES CLIMATIQUES : VERS UNE MEILLEURE PRISE DE DÉCISION PUBLIQUE

Montréal, le 6 mars 2025. Le récent recul sur la tarification du carbone pour les ménages au niveau fédéral, tant du côté conservateur que libéral, illustre bien la complexité d'implanter des mesures environnementales, même les plus efficaces. Dans un contexte où le Canada et les États-Unis tardent à agir, le Québec pourrait aussi être tenté de modérer ses ambitions climatiques pour préserver sa compétitivité. Afin de mieux soutenir les décideurs québécois, l'Institut du Québec dévoile aujourd'hui [un nouveau rapport](#) qui propose des outils pour atteindre la carboneutralité tout en préservant le niveau de vie des Québécois. Cette analyse s'inscrit dans une série de travaux soutenus par Environnement et Changement climatique Canada.

« Les mécanismes de prix sont particulièrement efficaces pour inciter les différents acteurs – ménages, entreprises, gouvernements – à adopter des solutions favorisant la réduction des émissions de GES, explique Emna Braham, présidente-directrice générale de l'Institut du Québec. Cette façon de faire offre notamment plus de liberté de choisir ses propres solutions que la réglementation, tout en étant moins coûteuse en deniers publics que les subventions. »

Le coût social du carbone : une option à considérer

Au-delà du système de plafonnement et d'échange (SPEDE) déjà en place, le Québec aurait avantage à renforcer d'autres outils de tarification, comme le coût social du carbone qui prend en compte les impacts climatiques sur les générations futures.

Le coût social du carbone présente un atout particulier : il permet aux gouvernements d'intégrer de façon systématique les impacts climatiques dans leurs analyses coûts-bénéfices. Qu'il s'agisse d'évaluer un projet routier ou d'établir des normes d'efficacité énergétique, cet outil justifie des choix plus ambitieux en matière de décarbonation.

Cependant, alors que plusieurs juridictions, dont le Canada et les États-Unis, intègrent systématiquement le coût social du carbone dans leurs analyses, son usage au Québec demeure limité à un seul ministère, le ministère des Transports et de la Mobilité durable. À 116 \$CA la tonne (en \$ de 2021), la valeur du coût social du carbone utilisée au Québec apparaît modeste comparée à celle des États-Unis où elle atteint près de 200 \$ en devise comparable. Cette évaluation conservatrice comporte ainsi un certain risque : sous-estimer les véritables impacts des émissions de GES dans les décisions publiques.

Enfin, bien que le coût social du carbone s'inscrive dans une logique distincte des mécanismes de tarification plus explicite comme le SPEDE ou la taxe carbone fédérale, il offre un avantage stratégique indéniable : plus discret sur le plan de l'impact pour le grand public, il suscite donc moins la controverse tout en orientant efficacement les décisions gouvernementales.

« Chose certaine, le défi des prochaines années exigera de concilier trois impératifs : la nécessaire réduction des émissions de GES, le maintien de l'acceptabilité sociale dans un

contexte économique plus difficile, et la préservation de la compétitivité des entreprises face à des juridictions moins contraignantes. Le gouvernement du Québec aura donc avantage à adopter des mesures qui permettront des avancées sur ces trois voies », conclut Emna Braham.

-30-

Pour en savoir plus

Téléchargez le rapport : [Mettre un prix sur la pollution pour mieux décider. Comment intégrer un coût social du carbone aux politiques québécoises](#)

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère. www.institutduquebec.ca | @InstitutduQC

À propos du projet Information socioéconomique nouvelle et opérationnelle soutenant les trajectoires vers la carboneutralité

Soutenu financièrement par le Fonds d'action et de sensibilisation pour le climat du gouvernement du Canada, l'Institut du Québec a entrepris, en collaboration avec Delorme Lajoie Consultation et Dunsky Énergie + Climat, un vaste projet de recherche visant à développer et à diffuser de l'information socioéconomique nouvelle et opérationnelle afin de favoriser les trajectoires vers la carboneutralité. Ces travaux ont pour objectif d'appuyer les parties prenantes dans la définition et la révision des politiques publiques qui influencent ces trajectoires. Tout au long du projet, l'équipe de recherche est accompagnée par un comité consultatif multidisciplinaire présidé par Paul Lanoie, ancien commissaire au développement durable du Québec du Vérificateur général du Québec

Source

Liette D'Amours
Responsable des relations avec les médias
514 649-2347 — liette.damours@comredac.com